

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Centrafrique : au moins 30 morts au PK5 de Bangui

M.A. (Source : AFP)
Libreville/Gabon

EN proie à des violences sporadiques depuis cinq ans, le PK 5 de Bangui en a connu de nouvelles ces dernières heures. Des combats entre miliciens et commerçants y ont en effet éclaté mercredi et jeudi dans ce quartier majoritairement musulman de la capitale. Bilan : au moins 30 personnes tuées, selon l'imam du quartier et deux sources sécuritaires. "33 corps ont été apportés à la mosquée", a affirmé à l'AFP Awad Al Karim, imam de la mosquée Ali Babolo, selon lequel les commerçants ont pris les armes pour s'opposer à la taxation imposée par les groupes d'autodéfense qui

règnent dans le quartier. Une source sécuritaire évoque au moins trente morts, sans plus de précision. De son côté, le président de la Croix-Rouge centrafricaine, Antoine Mbaobogo, établit un bilan qui "était de 23 morts à 16H00 et serait désormais de 33", affirmant qu'il "reste des corps près du marché". Ni la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca), ni les autorités centrafricaines ne contrôlent le PK5, et aucun bilan officiel des affrontements n'était disponible jeudi, la Minusca se contentant d'évoquer "des dizaines de victimes". "Entre 40 et 50 boutiques ont été brûlées, ainsi que quatre à cinq maisons", a précisé à l'AFP le colonel Patrick Bidilou Nia-



En quelques heures, le PK 5 de Bangui a renoué avec les violences meurtrières.

bode, directeur général de la protection civile centrafricaine. Devenu l'un des plus dangereux de la capitale, le quartier PK 5 avait accueilli beaucoup de

musulmans de Bangui après les affrontements entre rebelles de la Séléka et groupes anti-balaka qui ont ravagé la capitale après la chute du président François

Bozizé en 2013. Depuis, ses ruelles sont tenues par une myriade de groupes auto-proclamés d'autodéfense constitués depuis 2013.

Brèves

Congo. Le parti de Sassou Nguesso en congrès

Le Parti congolais du travail (PCT), au pouvoir au Congo, a ouvert hier à Brazzaville son cinquième congrès ordinaire avec en ligne de mire l'élection présidentielle de 2021, scrutin auquel le chef de l'État Denis Sassou Nguesso devrait prendre part, a constaté un journaliste de l'AFP.

France. Réforme des retraites : 23e jour de mobilisation

Désormais plus long que les grandes grèves de 1995, le conflit social contre la réforme des retraites en France est entré hier dans son 23e jour, à la veille d'un nouveau week-end s'annonçant compliqué dans les transports.

Kazakhstan. 12 morts dans le crash d'un avion

Douze personnes ont été tuées dans l'accident d'avion survenu au Kazakhstan hier peu après son décollage de l'aéroport d'Almaty, a indiqué le Comité kazakh des situations d'urgences, revoyant à la baisse un précédent bilan de 15 morts.

Niger. 14 militaires tués dans une attaque dans l'ouest

Quatorze militaires ont été tués mercredi dans une attaque de "terroristes lourdement armés" dans la région de Tillabéri, dans l'ouest du Niger, a annoncé jeudi le ministère nigérien de l'Intérieur dans un communiqué.

Israël : Netanyahu, l'insubmersible

M.A. (Source : AFP)
Libreville/Gabon

ON aurait pu le croire plombé pour le compte par ses ennuis judiciaires – il est sous le coup d'une inculpation pour corruption, abus de confiance et fraude dans trois affaires. Et c'est peut-être le calcul fait par son principal adversaire au sein du Likoud (droite), le député et ex-ministre Gideon Saar. C'était vite oublier que Benjamin Netanyahu, 70 ans dont 13 comme Premier ministre, avait de la ressource. Et apparaissait, malgré tout, comme le favori du scrutin interne que lui avait imposé M. Saar. Jeudi, il l'a emporté très largement (72,5% des voix contre 27,5% à son rival). On ne reste pas patron d'un parti depuis 1993 – hormis six ans sous Ariel Sharon – pour rien. Du coup, le voilà conforté et prêt, comme il l'a déclaré lui-même hier, à repartir au combat pour remporter les législatives du 2 mars, et sauver son poste. De fait, après avoir salué une

"immense victoire" et remercié les "membres du Likoud pour leur confiance, leur soutien et leur affection", Benjamin Netanyahu s'est rapidement tourné vers ce scrutin, le troisième en moins d'un an.

"Le temps est venu de nous unir et de décrocher une victoire éclatante pour le Likoud et pour la droite", a-t-il ajouté, lors d'une conférence de presse. Ces législatives constitueront l'épisode 3 de l'affrontement entre Benjamin Netanyahu et son rival de centre-droit, l'ancien chef d'état-major de l'armée Benny Gantz, à la tête du parti "Bleu-Blanc".

Au terme des élections anticipées d'avril, puis de septembre, ni M. Netanyahu ni M. Gantz n'ont réussi à rallier 61 députés, seuil de la majorité parlementaire. Le président Reuven Rivlin a dû confier la tâche au Parlement de former lui-même un gouvernement, mais celui-ci a aussi échoué.

Pour sortir le pays de l'impasse, des députés devront changer de camp pour rejoindre soit celui de M. Gantz, soit celui de M. Netanyahu. A moins que les



Ragillard par sa nette victoire à la tête du Likoud, le Premier ministre Benjamin Netanyahu se dit prêt à repartir au combat électoral.

deux rivaux ne s'unissent. Sauf que le parti "Bleu-Blanc" refuse de partager le pouvoir avec un Premier ministre inculpé – face à M. Netanyahu, Benny Gantz joue la carte de la probité. "Tout l'enjeu pour (Benjamin) Netanyahu est de s'assurer une immunité, et pour cela il a besoin des 61 votes" au Parlement, a rappelé hier Gayil Talshir, professeure de sciences politiques à l'Université hébraïque

de Jérusalem, citée par l'AFP. La loi israélienne prévoit en effet que tout ministre poursuivi pénalement doit démissionner, mais cela ne s'applique pas au Premier ministre. Les premiers sondages dans l'optique du scrutin du 2 mars laissent entrevoir un statu quo chez les électeurs. Mais la primaire du Likoud pourrait avoir redonné de l'élan à indéboulonnable Premier ministre.